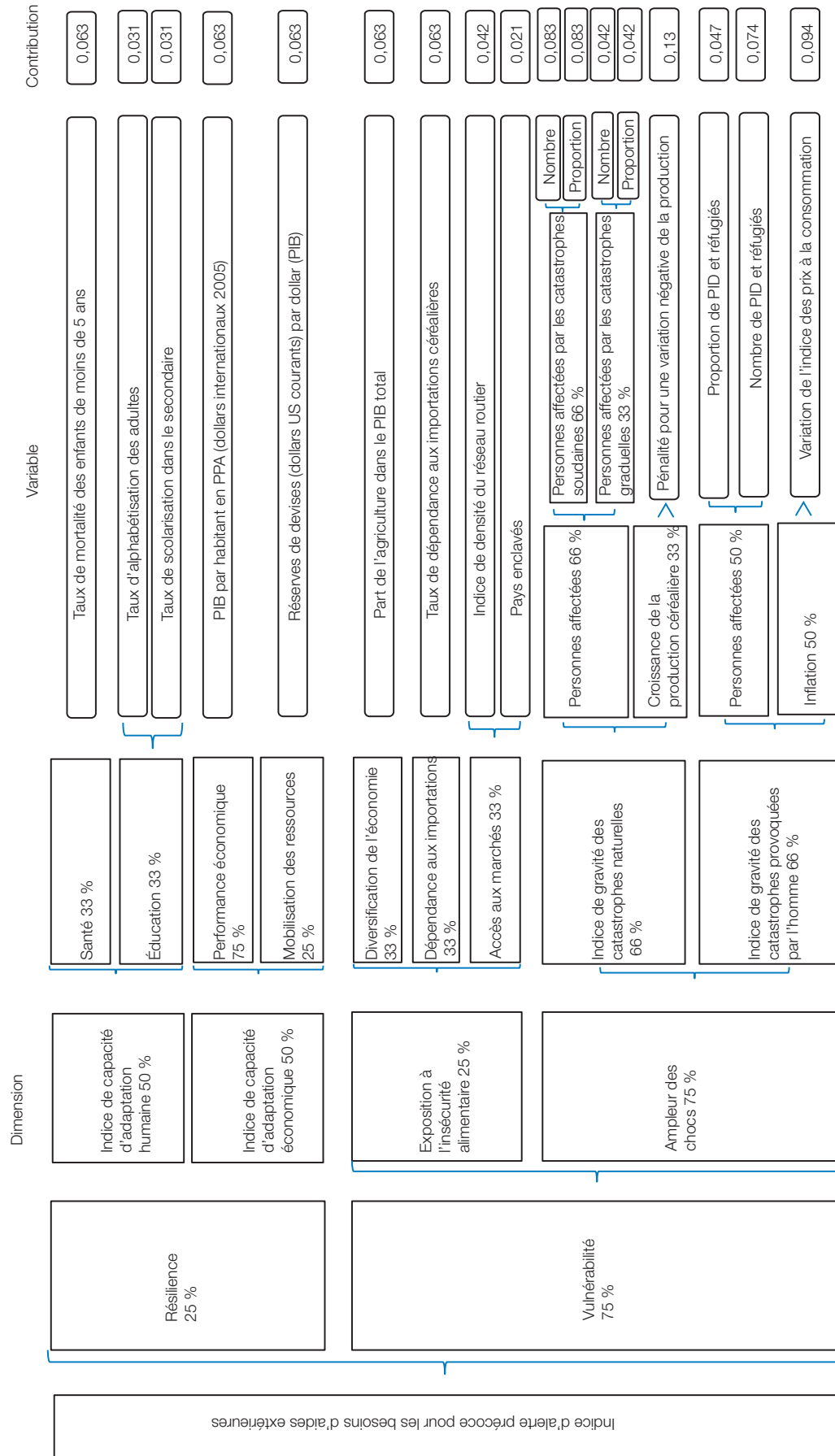


ANNEXE A INDICE DE VULNÉRABILITÉ (SMIAR/FAO)



ANNEXE B MODÈLE UTILISÉ POUR L'ESTIMATION DE LA POPULATION AGRICOLE PA ET DU RATIO PNA/PA

La population agricole d'une agglomération de taille V (en milliers d'habitants) est supposée donnée par la relation :

$$\frac{PA(V)}{V} = \frac{1}{[1 + (\alpha V)]}$$

Cette relation qui dépend d'un paramètre α revient à admettre que la probabilité d'être agriculteur décroît avec la densité moyenne de l'agglomération, qui est elle-même fonction croissante de la population totale de cette agglomération.

Cette même relation peut s'écrire, pour l'agglomération de taille V' :

$$\frac{PNA}{PA} = \alpha V$$

Pour une agglomération de taille V , la relation proposée revient à admettre que le ratio PNA/PA est proportionnel à cette taille V , et dépend du paramètre α .

Pour déterminer ce paramètre α , on part de l'hypothèse que, pour une taille V donnée, le ratio PNA/PA est une fonction croissante du niveau de développement économique (et d'intégration à l'économie de marché), dont l'évolution du ratio U/R sera une approximation. Une façon simple de formaliser cette hypothèse est d'écrire que :

$$\alpha = \lambda \left[\left(\frac{U}{R} \right)^\beta \right]$$

A taille V donnée, β est l'élasticité du ratio PNA/PA par rapport à la variable U/R .

$PA(V)/V$, par agglomération de taille V , est désormais une fonction de deux paramètres : λ , permettant de comparer les diverses agglomérations de la distribution rang/taille à une date donnée, et β qui dépend du niveau de développement de l'économie de marché représenté par le ratio U/R .

Déterminer les paramètres λ et β

Pour déterminer la valeur du paramètre λ , le plus simple est de considérer le cas d'un pays

dont le niveau d'urbanisation est, à la date considérée, proche de 50 %, soit $U/R=1$. Dans ce cas, $\alpha = \lambda$, et

$$\frac{PNA}{PA} = \lambda V$$

Au regard des résultats des précédentes études menées au Secrétariat du CSAO (WALTPS, ECOLOC), à la date où $U/R=1$, une ville d'environ 100 000 habitants (soit $V=100$) compterait environ 6 à 7 % de population agricole :

$$\frac{PA}{P} = 0,06 \text{ à } 0,07$$

d'où,

$$\frac{(PA + PNA)}{PA} = 1 + \frac{PNA}{PA} = \frac{100}{6} \text{ à } \frac{100}{7}$$

et,

$$\frac{PNA}{PA} = 100 \times \lambda = 14 \text{ à } 16$$

On peut donc prendre pour λ la valeur moyenne $\lambda=0,15$. Un premier test de validité approximative de la loi proposée consisterait à vérifier si, dans ce même pays et à cette même date, les agglomérations « normales » de quelque 10 000 habitants (hors cas de villes à fonctions spécifiques) comptent bien quelque 40 % de population agricole. Un second test de validité approximative de cette loi serait de vérifier que l'on retrouve des proportions de population agricole proches des valeurs précédentes pour des agglomérations de ces mêmes tailles dans un autre pays à une date où le ratio U/R était aussi proche de la valeur 1.

En l'absence de données d'enquêtes spécifiques, nous ferons dans ce qui suit l'hypothèse – réaliste au regard des enquêtes WALTPS et ECOLOC – que $\lambda=0,15$, valeur applicable à presque tous les pays de la région, à l'exception des pays enclavés sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Une fois la valeur de λ fixée, il reste à déterminer la valeur du paramètre β . Comment

procéder, alors qu'il est encore plus difficile de reconstituer l'évolution passée du rapport PA/P de villes de taille donnée que d'évaluer la valeur de ce ratio à une date proche de la date actuelle et pour laquelle on peut disposer d'enquêtes convenables? La seule solution est de faire l'hypothèse que, pays par pays, le ratio moyen PNA/PA, non plus de telle ou telle taille d'agglomérations mais de l'ensemble de la distribution urbaine, soit PNAu/PAu, évolue en fonction du ratio U/R du pays considéré selon une loi comparable à celle suivie par les autres pays du monde.

L'étude de la centaine de pays «normaux» (hors cités-Etats et pays microscopiques) du monde entier montre que les ratios PNA/PA de ces pays suivaient approximativement la relation suivante :

$$\frac{PNA}{PA} = \alpha \left(\frac{U}{R}\right)^\gamma$$

avec γ de l'ordre de 1,1.

Cette «corrélation» est à la fois vague et imprécise, car ni U/R ni PNA/PA ne sont mesurés ni définis de la même façon selon les pays. Faut de mieux, nous retiendrons cette relation, déterminée pour une seule année donnée, en l'occurrence 1990, comme point de repère pour choisir la valeur du paramètre β .

Par itérations successives, pour l'ensemble des 17 pays d'Afrique de l'Ouest et pour la Côte d'Ivoire choisie à titre d'exemple, en donnant au paramètre β diverses valeurs plausibles et en retenant la valeur $\lambda=0,15$, nous obtenons que $\beta=0,8$ conduit pour chaque pays de la région à une corrélation entre les variables U/R et PNA/PA proche de celle constatée au niveau international.

Cas des pays enclavés

On a dit précédemment que, pour la majeure partie des pays de la région, il semble convenable de prendre la valeur du paramètre $\lambda=0,15$: dans ces conditions, une ville de 10000 habitants aurait environ 40 % de population agricole lorsque le niveau d'urbanisation est de 50 %. On peut toutefois penser que la croissance urbaine des pays enclavés: Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad, s'est en partie «exportée» vers les pays voisins dont ils dépendent pour leurs échanges avec le reste du monde: autrement dit, ces pays sont sans doute sous-urbanisés, dans leurs frontières nationales, par rapport à l'état de leur économie, où la division du travail est plus avancée que ne le laisse supposer le rapport U/R. Pour tenir compte de ce facteur, nous proposons de retenir, pour ces pays enclavés une valeur du paramètre α un peu supérieure, par exemple $\lambda=0,17$, ce qui a pour effet de réduire d'environ un dixième la proportion de population agricole à taille comparable.

ANNEXE C MÉTHODE D'ESTIMATION DES MISES EN MARCHÉ

Estimation des mises en marché au niveau régional

La démarche pour déterminer les mises en marché consiste, à partir de données extraites des bilans alimentaires de la FAO agrégées au niveau régional, à soustraire l'autoconsommation de la production. C'est ce surplus qui est commercialisé. Pour cela il convient d'estimer i) l'autoconsommation des producteurs et ii) la production alimentaire, c'est-à-dire la part de la production agricole – compte tenu de ses différentes utilisations – destinée à la seule alimentation humaine.

Estimation de la production alimentaire nette :

Tous les usages non destinés directement à l'alimentation humaine doivent être déduits afin d'isoler la part de la production agricole régionale, augmentée ou réduite des variations de stocks, susceptible de parvenir au consommateur final². En l'occurrence, la part

$$\text{Production alimentaire nette} = \text{Production agricole} - [\text{autres utilisations qu'alimentaires}] - [\% \text{ pertes imputables à ces autres utilisations qu'alimentaires}] - [\% \text{ pertes post-récolte observées au niveau de l'exploitation}]$$

Estimation de l'autoconsommation :

Une partie de cette production alimentaire est autoconsommée, une autre partie est mise en marché. L'autoconsommation est la part de la consommation des producteurs qui est prélevée sur la production. Pour l'estimer, nous utiliserons les chiffres de population agricole ([Chapitre 3](#)) et les données de consommation

de la production consacrée aux semences, à l'alimentation animale et aux industries de transformation, si elle peut circuler sur un marché, ne sera pas consommée en tant que telle. Elle ne participera pas directement aux circuits alimentaires. Par ailleurs, la part des pertes imputables à ces utilisations doit être également soustraite à la production agricole. En revanche, les pertes post-récolte en aval de l'exploitation – stockage, transport et distribution – doivent faire partie des mises en marché. Seules les pertes post-récolte observées au niveau de l'exploitation doivent être retirées. Gustavsson *et al.* (2011) ont permis d'estimer à environ 50 % la part des pertes totales en maïs qui circulent sur les marchés alimentaires.

Nous appelons « production alimentaire nette » la production agricole à laquelle sont soustraites l'alimentation animale, les semences et les activités de transformation, ainsi qu'une partie des pertes :

disponibles (Bricas *et al.*, 2009), en distinguant les milieux urbains et ruraux.

Nous disposons au niveau régional des niveaux de consommation en milieu urbain et, par différence par rapport aux disponibilités alimentaires totales (DA), de la consommation en milieu rural (Bricas *et al.*, 2009).

$$DA = \text{Cons} \times PT = \text{ConsU} \times PU + \text{ConsR} \times PR$$

où Cons est la consommation régionale³ moyenne par tête; ConsU, la consommation régionale urbaine moyenne par tête; ConsR, la consommation régionale rurale par tête; PT, PU et PR, les populations régionales,

respectivement totale, urbaine et rurale. En posant l'hypothèse que les habitudes alimentaires sont essentiellement déterminées par le milieu, les consommations des producteurs peuvent être estimées de sorte à ce que :

$$DA = \text{ConsU} \times \text{PAu} + \text{ConsU} \times \text{PNAu} + \text{ConsR} \times \text{PAR} + \text{ConsR} \times \text{PNAr}$$

Où PAu et PAR sont les populations agricoles régionales, respectivement urbaine et rurale;

PNAu et PNAr, les population non agricoles régionales, urbaine et rurale.

Tableau C.1

Consommation et peuplement par strate et milieu

	Urbains PU	Ruraux PR	Total
PNA	ConsU x PNAu	ConsR x PNAr	ConsU x PNAu + ConsR x PNAr
PA	ConsU x PAu	ConsR x PAr	ConsU x PAu + ConsR x PAr
Total	ConsU x PU	ConsR x PR	Cons x PT

La consommation des producteurs est alors estimée par $[ConsU \times PAu + ConsR \times PAr]$. Une part variable, Ω , de cette consommation provient de la production et correspond à

l'autoconsommation. Le reste est assuré par un approvisionnement sur les marchés. En fonction des produits, la part achetée sur les marchés varie.

$$\text{Autoconsommation} = \Omega \times [ConsU \times PAu + ConsR \times PAr]$$

En ce qui concerne la filière maïs, il ressort qu'en moyenne un producteur consomme 26,7 kg de maïs par an. Par ailleurs, Haggblade *et al.* (2012) posent que la quasi-totalité de la consommation de maïs en milieu rural provient de la production de l'exploitation et uniquement 10 % des marchés. A partir de ces paramètres, nous établissons l'autoconsommation en maïs des producteurs à 90 % de leur consommation, soit 24,1 kg/tête.

Estimation des mises en marché régionales :

Une fois l'autoconsommation des producteurs soustraite à la production alimentaire nette, après ajustement pour les variations de stocks, les mises en marché (S) peuvent être estimées au niveau régional :

$$S = \text{Production alimentaire nette} \pm \text{Variation de stocks} - \text{Autoconsommation}$$

Ventilation des mises en marché au niveau sous-national

Il est ensuite possible de ventiler les mises en marché régionales par zone de surplus au niveau sous-national. La ventilation s'est faite, en appliquant la même méthode, par étape successive

du niveau régional au niveau national, puis du niveau national au niveau sous-national. Le niveau de découpage est fonction du degré d'information sous-national disponible. Plus précisément, les mises en marché sont distribuées, au niveau sous-national, à l'intérieur des zones de surplus établies par FEWS NET.

Soit les variables suivantes :

- S_i^1 – Mises en marché du produit i au niveau 1 (régional ou national);
- S_i^{2j} – Mises en marché du produit i pour le pays ou la division j au niveau 2 (national ou sous-national);
- $PROD_i^1$ – Production totale en produit i au niveau 1;
- $PROD_i^{2j}$ – Production totale en produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- $AUTO_i^1$ – Autoconsommation totale en produit i au niveau 1;
- $AUTO_i^{2j}$ – Autoconsommation totale en produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- PA_i^1 – Population agricole productrice de produit i au niveau 1;
- PA_i^{2j} – Population agricole productrice de produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- $prod_i^1$ – Productivité (du travail) pour le produit i au niveau 1;
- $prod_i^{2j}$ – Productivité (du travail) pour le produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- $auto_i^1$ – Autoconsommation par tête en produit i au niveau 1;
- $auto_i^{2j}$ – Autoconsommation par tête en produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- $yield_i^1$ – Rendement (à l'hectare) pour le produit i au niveau 1;
- $yield_i^{2j}$ – Rendement (à l'hectare) pour le produit i pour le pays ou la division j au niveau 2;
- L_i^1 – Disponibilité en terre pour le produit i au niveau 1 (surfaces récoltées);
- L_i^{2j} – Disponibilité en terre pour le produit i pour le pays ou la division j au niveau 2 (surfaces récoltées);

Nous disposons de S_i^1 au niveau régional, calculé précédemment, et cherchons à estimer S_i^{2j} , au niveau national puis au niveau sous national, avec $S_i^1 = \sum_{j=1}^n S_i^{2j}$ et n le nombre de pays ou de divisions pour un pays.

Nous savons que :

$$\frac{S_i^{2j}}{S_i^1} = \frac{PROD_i^{2j} - AUTO_i^{2j}}{PROD_i^1 - AUTO_i^1} = \left[\frac{PROD_i^{2j}}{PROD_i^1} \right] \times \left[\frac{1 - \frac{AUTO_i^{2j}}{PROD_i^{2j}}}{1 - \frac{AUTO_i^1}{PROD_i^1}} \right]$$

Par ailleurs,

$$\frac{\frac{AUTO_i^{2j}}{PROD_i^{2j}}}{\frac{AUTO_i^1}{PROD_i^1}} = \left[\frac{auto_i^{2j} \times PA_i^{2j}}{prod_i^{2j} \times PA_i^{2j}} \right] = \left[\frac{prod_i^1}{prod_i^{2j}} \right] \times \left[\frac{auto_i^{2j}}{auto_i^1} \right]$$

Enfin,

$$\left[\frac{prod_i^1}{prod_i^{2j}} \right] = \left[\frac{yield_i^1}{yield_i^{2j}} \right] \times \left[\frac{\frac{L_i^1}{PA_i^1}}{\frac{L_i^{2j}}{PA_i^{2j}}} \right]$$

Nous connaissons la valeur de $\frac{AUTO_i^1}{PROD_i^1}$ au niveau régional. La FAO fournit par ailleurs des informations pour $\frac{PROD_i^{2j}}{PROD_i^1}$ et $\frac{yield_i^1}{yield_i^{2j}}$ aux niveaux régional, national et sous-national.

A cet égard, il convient de préciser que la FAO fournit ces données, au niveau national, pour chaque année (FAOSTAT, 2012). Au niveau sous-national, ces informations ne sont pas disponibles pour chaque année (AGROMAP, 2012). Seuls les rapports entre niveau sous-national et national, pour l'année la plus récente, ont été conservés et rebasés sur l'année 2007⁴.

Pour déterminer précisément $\frac{S_i^{2j}}{S_i^1}$, manquent $\frac{\text{auto}_i^{2j}}{\text{auto}_i^1}$ et $\frac{\frac{L_i^1}{PA_i^1}}{\frac{L_i^2}{PA_i^2}}$.

Cependant, deux approximations peuvent être proposées pour chacune de ces deux inconnues. En ce qui concerne le rapport des niveaux d'autoconsommation par tête des producteurs du produit i , en l'occurrence de maïs, il peut être considéré proche de 1. Appliquée à chacune des filières, PA_i^j correspond en effet à la population (qui dépend *exclusivement*) des producteurs *exclusifs* de produit i dans la région j . Ce concept est proche de celui de producteurs *équivalents temps-plein* – ou d'unité de travail annuelle (UTA)⁵. Pour cette population *théorique*, en l'occurrence exclusivement productrice de maïs, les niveaux d'autoconsommation par tête devraient être très proches d'une zone à l'autre et donc par rapport à la moyenne agrégée.

En ce qui concerne, le rapport des disponibilités en terre par producteur, la FAO fournit

des informations au niveau sous-national sur les terres récoltées. En revanche, les données de population agricole ne sont pas disponibles au niveau sous-national et par filière. Pour la ventilation du surplus régional au niveau national, les niveaux de disponibilités en terre par producteur, toute filière confondue, ont été utilisés. Cela revient à poser l'hypothèse que, si un pays est bien pourvu en terre, par producteur, par rapport à la moyenne régionale, il sera *proportionnellement* autant pour chacune des cultures⁶. Pour la ventilation du surplus national au niveau sous national, le paramètre a été fixé à 1. Cette contrainte pourra être en partie levée lorsque les variables de population agricole pourront être distribuées spatialement par pays.

Bibliographie

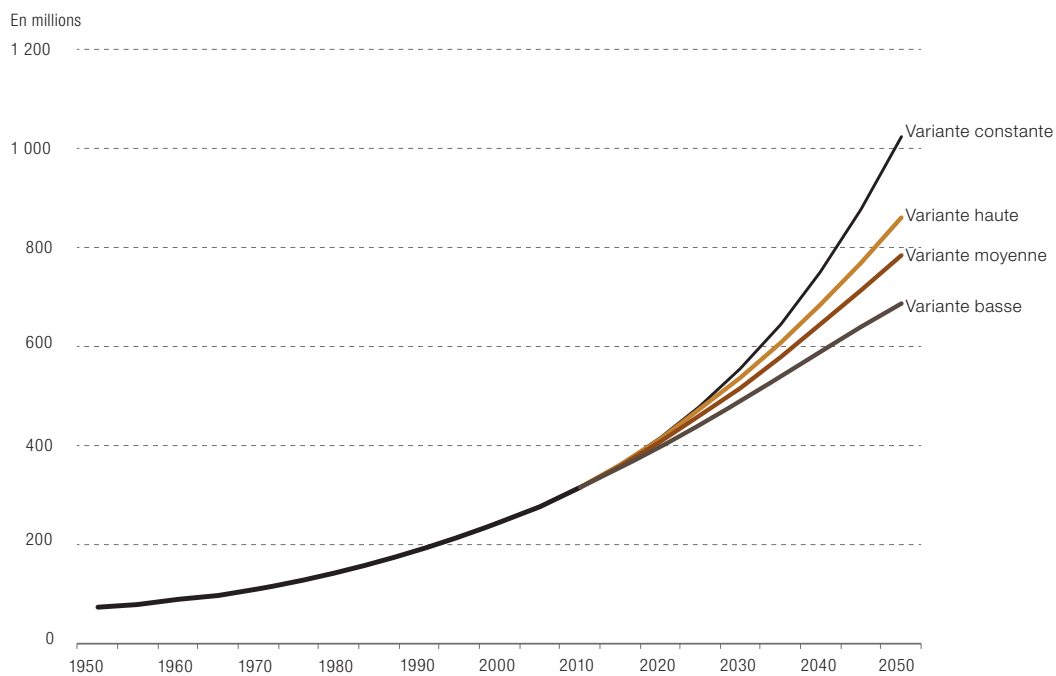
Gustavsson, J., C. Cederberg, U. Sonesson, R. van Otterdijk et A. Meybeck (2011). Global Food Losses and Food Waste. Rome: FAO. Available at: www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/GFL_web.pdf (accessed 10 August 2012).

NOTES

$$1 \quad \frac{PA}{V} = \frac{PA}{(PA+PNA)} = \frac{1}{[1+(\alpha V)]}$$

- 2 Rappel: Un des objectifs de ce travail est la spatialisation des flux commerciaux par le rapprochement des zones et quantités de surplus, des bassins de demande. En l'occurrence, nous disposons d'information sur la consommation de maïs des ménages (et non sur la demande en maïs des industries de transformation, par exemple).
- 3 Rappel: Au niveau régional, les possibles erreurs sur la prise en compte des flux régionaux dans les bilans alimentaires s'annulent. Si, malgré les limites présentées plus haut, les autres variables des bilans alimentaires sont fiables et que les exportations et importations extra-régionales sont correctement enregistrées, les disponibilités alimentaires donnent alors une idée juste de la consommation alimentaire régionale.
- 4 Cela revient à poser l'hypothèse que si, par exemple, la province de Houet, au Burkina Faso, a produit 30% de la production nationale de maïs en 2004, elle a probablement produit également proche de 30% de la production nationale de maïs en 2007.
- 5 Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année.
- 6 Si un pays a des disponibilités en terre, par producteur, x fois plus importante par rapport à la moyenne régionale toute filière confondue, alors il dispose également de x fois plus de terre par producteur pour la culture y par rapport à la moyenne régionale pour cette culture.

ANNEXE D PROJECTIONS DE LA POPULATION DES NATIONS UNIES – AFRIQUE DE L’OUEST



Sources : Nations Unies, WPP révision 2010

Population totale (en millions)

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	2,3	2,4	2,8	3,6	4,8	6,5	8,8	11,6	14,6	17,9	21,1
Burkina Faso	4,3	4,9	5,8	7,2	9,3	12,3	16,5	21	26,2	31,8	37,4
Cap-Vert	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Côte d'Ivoire	2,6	3,6	5,4	8,5	12,5	16,6	19,7	24,8	30,3	35,8	40,9
Gambie	0,3	0,4	0,5	0,6	1	1,3	1,7	2,2	2,7	3,1	3,5
Ghana	5	6,7	8,7	10,9	14,8	19,2	24,4	30,6	36,4	42,3	47,5
Guinée	3,1	3,5	4,2	4,4	5,8	8,3	10	12,9	16,1	19,6	22,9
Guinée-Bissau	0,5	0,6	0,6	0,8	1	1,2	1,5	1,8	2,2	2,5	2,8
Libéria	0,9	1,1	1,4	1,9	2,1	2,8	4	5,2	6,5	7,9	9,3
Mali	4,6	5,2	6	7,2	8,7	11,3	15,4	19,5	24,1	29	33,7
Mauritanie	0,7	0,9	1,1	1,5	2	2,6	3,5	4,1	4,7	5,2	5,6
Niger	2,5	3,2	4,4	5,9	7,8	10,9	15,5	19,7	24,4	29,3	34
Nigéria	37,1	45,2	55,9	71,5	90,2	109,4	132,7	161,4	195,4	232,4	268,6
Sénégal	2,4	3	4,1	5,4	7,2	9,5	12,4	15,7	18,9	22,3	25,1
Sierra Léone	1,9	2,2	2,6	3,2	4	4,1	5,9	7,1	8,3	9,4	10,3
Tchad	2,4	3	3,7	4,6	6	8,2	11,2	13,8	16,6	19,3	21,5
Togo	1,4	1,6	2,1	2,7	3,7	4,8	6	7,4	8,7	9,9	10,9
Afrique de l'Ouest	72,2	87,9	109,6	140,3	181,2	229,6	289,7	359,2	436,5	518,1	595,7
CEDEAO	69,1	84,1	104,8	134,2	173,2	218,8	275,1	341,4	415,2	493,7	568,6
CILSS	20,9	25	30,6	38	49,1	66,2	88,2	111,2	136,3	162,6	187,1
UEMOA	20,6	24,7	31,3	41,4	55	73,2	95,9	121,6	149,3	178,5	205,9
Pays enclavés	13,8	16,3	19,9	24,9	31,8	42,7	58,6	74	91,2	109,4	126,6
Côte Atlantique	9,9	11,9	14,8	18,2	23,4	30,5	39,5	49,5	59,8	70,5	80,1
Golfe de Guinée	48,4	59,6	75	97,2	126	156,4	191,7	235,8	285,4	338,3	389

Source 1 : Nations Unies, Révision 2010 : Estimations 1950–2010 sauf Nigéria.

Source 2 : CSAO/OCDE 2012 : Projections 2010–2050 + Estimations 1950–2000 & Projections 2000–2050 pour le Nigéria

Population totale – taux de croissance annuel moyen (en %)

Pays	1950–1960	1960–1970	1970–1980	1980–1990	1990–2000	2000–2010	2010–2020	2020–2030	2030–2040	2040–2050	1950–2010	2010–2050
Bénin	0,7	1,6	2,4	2,8	3,2	3,1	2,8	2,3	2,0	1,7	2,3	2,2
Burkina Faso	1,3	1,8	2,2	2,6	2,8	3,0	2,5	2,2	2,0	1,6	2,3	2,1
Cap-Vert	1,7	2,7	0,9	1,5	2,3	1,3	0,4	0,3	0,0	-0,4	1,7	0,1
Côte d'Ivoire	3,3	4,1	4,6	3,9	2,9	1,8	2,3	2,0	1,7	1,3	3,4	1,8
Gambie	3,2	2,1	3,2	4,4	3,0	2,9	2,4	2,0	1,6	1,2	3,1	1,8
Ghana	3,1	2,6	2,3	3,1	2,6	2,4	2,3	1,8	1,5	1,2	2,7	1,7
Guinée	1,4	1,6	0,6	2,7	3,8	1,8	2,6	2,3	2,0	1,6	2,0	2,1
Guinée-Bissau	1,4	0,2	3,3	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,5	1,2	1,8	1,6
Libéria	2,0	2,6	2,9	1,0	3,0	3,4	2,7	2,3	2,0	1,6	2,5	2,1
Mali	1,2	1,4	1,8	1,8	2,7	3,1	2,4	2,1	1,9	1,5	2,0	2,0
Mauritanie	2,7	2,9	3,0	2,8	2,8	2,7	1,7	1,3	1,1	0,7	2,8	1,2
Niger	2,8	3,0	3,0	2,9	3,4	3,6	2,4	2,2	1,9	1,5	3,1	2,0
Nigéria	2,0	2,1	2,5	2,4	1,9	2,0	2,0	1,9	1,7	1,5	2,1	1,8
Sénégal	2,3	3,0	2,8	3,0	2,8	2,7	2,3	1,9	1,6	1,2	2,8	1,8
Sierra Léone	1,4	1,7	2,0	2,3	0,4	3,5	1,9	1,5	1,3	0,9	1,9	1,4
Tchad	2,0	2,2	2,2	2,8	3,2	3,2	2,1	1,9	1,5	1,1	2,6	1,6
Togo	1,2	2,9	2,4	3,2	2,7	2,3	2,1	1,7	1,3	1,0	2,5	1,5
Afrique de l'Ouest	2,0	2,2	2,5	2,6	2,4	2,4	2,2	2,0	1,7	1,4	2,3	1,8
CEDEAO	2,0	2,2	2,5	2,6	2,4	2,3	2,2	2,0	1,7	1,4	2,3	1,8
CILSS	1,8	2,1	2,2	2,6	3,0	2,9	2,3	2,1	1,8	1,4	2,4	1,9
UEMOA	1,8	2,4	2,8	2,9	2,9	2,7	2,4	2,1	1,8	1,4	2,6	1,9
Pays enclavés	1,7	2,0	2,3	2,5	3,0	3,2	2,4	2,1	1,8	1,5	2,4	1,9
Côte Atlantique	1,8	2,2	2,1	2,6	2,7	2,6	2,3	1,9	1,7	1,3	2,3	1,8
Golfe de Guinée	2,1	2,3	2,6	2,6	2,2	2,1	2,1	1,9	1,7	1,4	2,3	1,8

Source 1 : Nations Unies, Révision 2010: Estimations 1950–2010 sauf Nigeria,

Source 2 : CSAO/OCDE 2012 : Projctions 2010–2050 + Estimations 1950–2000 & Projctions 2000–2050 pour le Nigéria

Population urbaine (en millions)

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	0,1	0,3	0,6	1,3	2,0	3,0	4,4	6,4	8,7	11,4	14,8
Burkina Faso	0,1	0,2	0,4	0,9	1,7	2,9	5,0	7,8	11,2	15,6	21,7
Cap-Vert	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Côte d'Ivoire	0,2	0,5	1,4	3,0	5,2	7,7	10,8	15,0	19,8	25,0	31,6
Gambie	0,0	0,0	0,1	0,2	0,4	0,6	0,8	1,3	1,7	2,1	2,6
Ghana	0,6	1,4	2,5	3,4	4,9	8,0	12,0	17,4	22,9	28,5	35,6
Guinée	0,1	0,2	0,6	1,1	1,6	2,4	3,2	4,7	6,8	9,3	12,9
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6	0,9	1,1	1,5	1,8
Libéria	0,0	0,1	0,2	0,5	0,8	1,1	2,0	3,0	4,0	5,2	6,7
Mali	0,2	0,3	0,5	1,1	1,6	2,4	3,7	5,9	9,2	13,7	20,2
Mauritanie	0,0	0,0	0,1	0,3	0,6	0,8	1,2	1,8	2,5	3,2	4,1
Niger	0,1	0,1	0,3	0,6	1,2	1,9	3,3	5,6	8,6	12,5	18,3
Nigéria	3,6	7,5	12,7	19,1	29,4	41,8	55,5	79,1	107,2	140,7	184,7
Sénégal	0,4	0,7	1,3	2,2	3,3	4,6	6,5	9,0	11,4	13,9	17,1
Sierra Léone	0,1	0,2	0,4	0,7	1,0	1,4	2,2	3,2	4,2	5,3	6,6
Tchad	0,1	0,2	0,4	0,7	1,1	1,6	2,5	3,8	5,7	8,1	11,6
Togo	0,1	0,2	0,6	1,0	1,6	2,3	3,6	4,9	6,0	7,1	8,3
Afrique de l'Ouest	5,7	12,0	22,1	36,2	56,7	83,2	117,4	170,2	231,4	303,5	399,0
CEDEAO	5,6	11,8	21,7	35,2	55,0	80,8	113,7	164,6	223,2	292,1	383,3
CILSS	1,0	1,8	3,8	7,3	11,9	17,8	27,0	41,1	58,5	80,3	110,7
UEMOA	1,1	2,3	5,2	10,3	16,8	25,2	37,7	55,5	76,1	100,6	133,8
Pays enclavés	0,4	0,7	1,6	3,3	5,6	8,9	14,4	23,1	34,7	49,9	71,8
Côte Atlantique	0,7	1,3	2,9	5,2	8,0	11,5	16,8	24,2	32,0	40,8	52,2
Golfe de Guinée	4,6	9,9	17,7	27,7	43,0	62,9	86,2	122,9	164,7	212,8	275,0

Source : CSAO/OCDE 2012

Population urbaine – taux de croissance annuel moyen (en %)

Pays	1950–1960	1960–1970	1970–1980	1980–1990	1990–2000	2000–2010	2010–2020	2020–2030	2030–2040	2040–2050	1950–2010	2010–2050
Bénin	11,8	7,3	8,7	4,5	4,2	3,9	4,0	3,1	2,7	2,7	6,7	3,1
Burkina Faso	5,4	9,1	8,2	7,0	5,5	5,4	4,5	3,7	3,4	3,4	6,7	3,7
Cap-Vert	6,1	4,8	4,0	5,3	5,3	3,2	2,5	1,1	0,5	0,5	4,8	1,2
Côte d'Ivoire	11,0	10,8	8,0	5,5	4,1	3,4	3,4	2,8	2,4	2,4	7,1	2,7
Gambie	1,0	7,7	9,1	7,5	5,0	3,7	4,4	2,7	2,2	2,2	5,6	2,9
Ghana	8,6	5,6	3,2	3,8	5,1	4,1	3,8	2,8	2,2	2,2	5,1	2,8
Guinée	6,3	10,8	5,6	4,2	3,8	2,9	4,1	3,6	3,3	3,3	5,6	3,6
Guinée-Bissau	0,8	9,7	3,2	3,9	4,3	4,9	3,5	2,7	2,4	2,4	4,4	2,7
Libéria	13,3	12,0	7,2	4,5	3,9	6,0	3,9	3,0	2,6	2,6	7,8	3,0
Mali	4,9	7,3	7,5	4,1	4,0	4,3	4,9	4,6	4,0	4,0	5,3	4,4
Mauritanie	n/a	20,5	13,9	7,2	3,0	4,0	4,1	3,1	2,6	2,6	N.D.	3,1
Niger	8,9	7,9	8,9	6,7	4,6	5,4	5,5	4,3	3,9	3,9	7,0	4,4
Nigéria	7,6	5,4	4,2	4,4	3,6	2,9	3,6	3,1	2,8	2,8	4,7	3,1
Sénégal	6,9	6,0	5,8	3,9	3,3	3,6	3,3	2,4	2,0	2,0	4,9	2,5
Sierra Léone	5,9	6,8	5,9	3,5	3,8	4,8	3,7	2,8	2,3	2,3	5,1	2,8
Tchad	9,7	7,5	6,3	4,4	4,3	4,6	4,4	4,0	3,6	3,6	6,1	3,9
Togo	6,7	10,7	5,2	4,6	4,1	4,3	3,4	2,0	1,6	1,6	5,9	2,2
Afrique de l'Ouest	7,7	6,3	5,1	4,6	3,9	3,5	3,8	3,1	2,7	2,8	5,2	3,1
CEDEAO	7,7	6,3	5,0	4,5	3,9	3,5	3,8	3,1	2,7	2,8	5,1	3,1
CILSS	6,4	7,8	6,8	5,0	4,1	4,3	4,3	3,6	3,2	3,3	5,7	3,6
UEMOA	7,7	8,4	7,2	5,0	4,1	4,1	3,9	3,2	2,8	2,9	6,1	3,2
Pays enclavés	6,7	7,9	7,7	5,5	4,6	5,0	4,8	4,1	3,7	3,7	6,2	4,1
Côte Atlantique	6,5	7,9	6,2	4,4	3,7	3,9	3,7	2,8	2,5	2,5	5,4	2,9
Golfe de Guinée	8,0	5,9	4,6	4,5	3,9	3,2	3,6	3,0	2,6	2,6	5,0	2,9

Source : CSAO/OCDE 2012

Population rurale (en millions)

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	2,2	2,1	2,3	2,3	2,8	3,6	4,5	5,2	5,9	6,5	6,3
Burkina Faso	4,2	4,7	5,4	6,3	7,6	9,4	11,5	13,3	15,0	16,2	15,8
Cap-Vert	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	2,5	3,1	4,0	5,5	7,3	8,9	9,0	9,8	10,4	10,8	9,3
Gambie	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,9	1,0	1,1	1,0
Ghana	4,4	5,3	6,2	7,6	9,9	11,1	12,4	13,2	13,5	13,7	11,9
Guinée	3,0	3,3	3,5	3,3	4,1	6,0	6,8	8,2	9,3	10,2	10,0
Guinée-Bissau	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0
Libéria	0,9	1,0	1,2	1,4	1,4	1,7	2,0	2,2	2,5	2,8	2,6
Mali	4,5	5,0	5,5	6,2	7,1	8,9	11,7	13,6	14,9	15,3	13,5
Mauritanie	0,7	0,8	1,1	1,2	1,4	1,8	2,2	2,3	2,2	2,0	1,5
Niger	2,4	3,1	4,1	5,2	6,6	9,0	12,2	14,1	15,8	16,8	15,7
Nigéria	33,5	37,7	43,3	52,4	60,8	67,6	77,2	82,2	88,2	91,7	83,9
Sénégal	2,1	2,3	2,8	3,2	4,0	4,9	6,0	6,7	7,6	8,3	8,1
Sierra Léone	1,8	2,0	2,2	2,5	3,0	2,8	3,7	3,9	4,1	4,1	3,7
Tchad	2,4	2,8	3,3	3,9	5,0	6,6	8,7	10,0	10,9	11,2	9,9
Togo	1,3	1,4	1,5	1,7	2,1	2,5	2,5	2,4	2,7	2,9	2,6
Afrique de l'Ouest	66,4	75,9	87,5	104,0	124,6	146,4	172,3	189,1	205,1	214,7	196,7
CEDEAO	63,4	72,3	83,1	98,9	118,2	138,0	161,3	176,8	192,0	201,5	185,4
CILSS	20,0	23,1	26,8	30,7	37,2	48,4	61,2	70,1	77,8	82,3	76,4
UEMOA	19,5	22,3	26,1	31,0	38,2	47,9	58,2	66,1	73,3	77,9	72,2
Pays enclavés	13,4	15,6	18,3	21,6	26,2	33,9	44,2	50,9	56,6	59,5	54,8
Côte Atlantique	9,2	10,6	11,9	13,0	15,4	19,0	22,6	25,3	27,8	29,6	27,9
Golfe de Guinée	43,8	49,7	57,3	69,5	83,0	93,6	105,5	112,9	120,7	125,5	114,0

Source : CSAO/OCDE 2012

Population agricole (en millions)

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	2,2	2,1	2,2	2,2	2,5	3,0	3,7	4,0	4,0	4,0	4,0
Burkina Faso	4,1	4,6	5,3	6,1	7,1	8,6	10,2	11,4	11,7	11,6	11,6
Cap-Vert	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	2,4	3,0	3,7	4,8	6,2	7,3	7,1	7,4	6,8	6,3	5,8
Gambie	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Ghana	4,3	5,1	5,8	6,9	8,8	9,4	10,1	10,0	9,0	8,2	7,5
Guinée	2,9	3,3	3,3	3,0	3,6	5,2	5,9	6,7	7,0	7,0	7,1
Guinée-Bissau	0,4	0,5	0,4	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Libéria	0,9	1,0	1,1	1,3	1,2	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
Mali	4,4	4,9	5,3	5,8	6,5	8,0	10,4	11,6	11,2	10,2	9,2
Mauritanie	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,6	1,9	1,8	1,5	1,1	0,9
Niger	2,4	3,1	4,0	5,0	6,2	8,4	11,2	12,3	12,4	11,9	11,5
Nigéria	32,9	36,0	40,0	47,3	52,9	56,6	63,5	63,9	61,4	57,6	54,0
Sénégal	1,9	2,1	2,5	2,6	3,1	3,9	4,5	4,8	5,0	5,1	5,2
Sierra Léone	1,7	1,9	2,1	2,3	2,7	2,4	3,1	3,1	2,9	2,7	2,4
Tchad	2,3	2,7	3,2	3,7	4,6	6,1	7,9	8,8	8,6	7,9	7,3
Togo	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,1	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
Afrique de l'Ouest	65,2	73,1	82,0	94,9	109,8	125,6	144,5	150,8	146,2	138,2	130,9
CEDEAO	62,2	69,6	77,8	90,1	104,0	117,8	134,7	140,2	136,1	129,2	122,8
CILSS	19,6	22,6	25,6	28,5	33,7	43,3	53,6	58,9	58,8	56,2	53,9
UEMOA	19,1	21,8	24,9	28,7	34,2	42,0	49,8	54,1	53,6	51,5	49,6
Pays enclavés	13,3	15,3	17,8	20,6	24,4	31,1	39,7	44,1	43,9	41,6	39,5
Côte Atlantique	9,0	10,2	11,1	11,5	13,2	16,0	18,5	19,5	19,3	18,8	18,4
Golfe de Guinée	43,0	47,6	53,2	62,8	72,3	78,5	86,3	87,1	83,0	77,8	73,0

Source : CSAO/OCDE 2012

Niveau d'urbanisation (en %)

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	4	11	19	35	41	46	49	55	60	64	70
Burkina Faso	2	3	7	12	19	24	30	37	43	49	58
Cap-Vert	10	15	18	25	36	48	58	72	78	83	90
Côte d'Ivoire	7	14	26	36	41	47	55	60	65	70	77
Gambie	11	9	16	27	37	45	48	58	63	66	73
Ghana	12	21	28	31	33	42	49	57	63	67	75
Guinée	4	6	15	25	28	28	32	37	42	48	56
Guinée-Bissau	9	8	21	21	25	31	41	48	53	58	65
Libéria	3	7	17	26	36	40	51	57	62	65	72
Mali	3	5	9	15	19	21	24	30	38	47	60
Mauritanie	0	2	7	20	31	31	35	44	53	61	74
Niger	2	4	6	11	16	18	21	28	35	43	54
Nigéria	10	17	23	27	33	38	42	49	55	61	69
Sénégal	15	23	31	41	45	48	52	57	60	63	68
Sierra Léone	6	9	15	22	24	34	38	45	51	56	64
Tchad	3	6	10	15	17	19	22	28	34	42	54
Togo	8	14	28	37	42	48	59	67	69	71	76
Afrique de l'Ouest	8	14	20	26	31	36	41	47	53	59	67
CEDEAO	8	14	21	26	32	37	41	48	54	59	67
CILSS	5	7	12	19	24	27	31	37	43	49	59
UEMOA	5	9	17	25	31	34	39	46	51	56	65
Pays enclavés	3	5	8	13	18	21	25	31	38	46	57
Côte Atlantique	7	11	19	29	34	38	43	49	54	58	65
Golfe de Guinée	10	17	24	29	34	40	45	52	58	63	71

Source : CSAO/OCDE 2012

Ratio Population agricole/Population non agricole

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Bénin	0,0	0,2	0,3	0,6	0,9	1,1	1,4	1,9	2,7	3,5	4,2
Burkina Faso	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6	0,9	1,2	1,7	2,2
Cap-Vert	0,1	0,2	0,3	0,5	0,7	1,2	2,0	4,0	7,2	11,3	16,8
Côte d'Ivoire	0,1	0,2	0,5	0,8	1,0	1,3	1,8	2,3	3,4	4,7	6,1
Gambie	0,2	0,2	0,3	0,5	0,9	1,3	1,5	2,4	3,3	4,3	5,3
Ghana	0,2	0,3	0,5	0,6	0,7	1,0	1,4	2,0	3,0	4,1	5,3
Guinée	0,0	0,1	0,2	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9	1,3	1,8	2,3
Guinée-Bissau	0,2	0,2	0,4	0,3	0,5	0,7	1,0	1,4	2,0	2,6	3,2
Libéria	0,0	0,1	0,3	0,5	0,8	1,0	1,6	2,3	3,1	4,1	4,9
Mali	0,0	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	1,2	1,9	2,7
Mauritanie	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7	0,7	0,8	1,3	2,2	3,6	5,5
Niger	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	1,0	1,5	2,0
Nigéria	0,1	0,3	0,4	0,5	0,7	0,9	1,1	1,5	2,2	3,0	4,0
Sénégal	0,3	0,4	0,7	1,1	1,3	1,5	1,7	2,3	2,8	3,4	3,8
Sierra Léone	0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,7	0,9	1,3	1,8	2,5	3,2
Tchad	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,9	1,4	1,9
Togo	0,1	0,2	0,4	0,7	0,9	1,3	2,1	3,1	4,0	4,7	5,4
Afrique de l'Ouest	0,1	0,2	0,3	0,5	0,6	0,8	1,0	1,4	2,0	2,7	3,6
CEDEAO	0,1	0,2	0,3	0,5	0,7	0,9	1,0	1,4	2,0	2,8	3,6
CILSS	0,1	0,1	0,2	0,3	0,5	0,5	0,6	0,9	1,3	1,9	2,5
UEMOA	0,1	0,1	0,3	0,4	0,6	0,7	0,9	1,2	1,8	2,5	3,1
Pays enclavés	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,7	1,1	1,6	2,2
Côte Atlantique	0,1	0,2	0,3	0,6	0,8	0,9	1,1	1,5	2,1	2,7	3,4
Golfe de Guinée	0,1	0,3	0,4	0,5	0,7	1,0	1,2	1,7	2,4	3,3	4,3

Source : CSAO/OCDE 2012

Production agricole (10¹² Kcal)

Pays	1961	1970	1980	1990	2000	2007
Bénin	2,7	3,5	3,9	5,5	10,5	11,5
Burkina Faso	3,3	4,7	5,2	8,0	10,4	14,9
Cap-Vert	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1
Côte d'Ivoire	3,9	7,3	12,8	18,0	21,5	23,5
Gambie	0,8	1,0	0,5	0,8	1,4	1,0
Ghana	7,1	9,1	8,3	10,8	25,2	30,2
Guinée	3,2	3,8	4,6	5,8	9,5	13,1
Guinée-Bissau	0,8	0,6	0,8	1,0	1,5	1,8
Libéria	0,8	1,1	1,5	1,4	1,7	2,0
Mali	4,8	5,3	5,6	8,9	10,4	17,2
Mauritanie	0,6	0,7	0,6	0,8	1,2	1,4
Niger	4,1	4,8	6,8	7,1	8,5	15,9
Nigéria	55,8	71,9	59,7	118,0	174,7	230,1
Sénégal	6,5	6,3	5,5	7,7	9,8	6,3
Sierra Léone	1,8	2,4	2,5	2,8	2,0	4,9
Tchad	3,7	3,7	3,5	4,4	6,8	9,3
Togo	1,7	2,3	2,4	3,4	4,8	5,5
Afrique de l'Ouest	101,6	128,6	124,2	204,5	299,9	388,7
CEDEAO	97,3	124,2	120,1	199,4	292,0	378,1
CILSS	27,9	30,9	33,1	44,6	59,6	80,9
UEMOA	27,7	34,8	42,9	59,6	77,3	96,7
Pays enclavés	15,9	18,4	21,1	28,3	36,1	57,2
Côte Atlantique	14,6	16,0	16,0	20,4	27,2	30,6
Golfe de Guinée	71,1	94,1	87,1	155,8	236,7	300,9

Source : CSAO/OCDE 2012 (d'après FAOSTAT)

Productivité agricole (10⁶ Kcal)

Pays	1961	1970	1980	1990	2000	2007
Bénin	1,3	1,6	1,8	2,2	3,4	3,2
Burkina Faso	0,7	0,9	0,9	1,1	1,2	1,5
Cap-Vert	0,5	0,2	0,5	0,6	0,8	0,6
Côte d'Ivoire	1,3	2,0	2,7	2,9	2,9	3,2
Gambie	2,6	2,9	1,2	1,6	2,5	1,5
Ghana	1,4	1,6	1,2	1,2	2,7	3,0
Guinée	1,0	1,1	1,5	1,6	1,8	2,3
Guinée-Bissau	1,5	1,4	1,2	1,5	2,0	2,4
Libéria	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,4
Mali	1,0	1,0	1,0	1,4	1,3	1,8
Mauritanie	0,7	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7
Niger	1,3	1,2	1,4	1,1	1,0	1,5
Nigéria	1,5	1,8	1,3	2,2	3,1	3,7
Sénégal	3,0	2,5	2,1	2,5	2,5	1,5
Sierra Léone	0,9	1,1	1,1	1,0	0,8	1,6
Tchad	1,3	1,2	1,0	0,9	1,1	1,2
Togo	1,2	1,6	1,5	1,8	2,3	2,7
Afrique de l'Ouest	1,4	1,6	1,3	1,9	2,4	2,8
CEDEAO	1,4	1,6	1,3	1,9	2,5	2,9
CILSS	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,6
UEMOA	1,3	1,4	1,5	1,7	1,8	2,0
Pays enclavés	1,0	1,0	1,0	1,2	1,2	1,5
Côte Atlantique	1,4	1,4	1,4	1,5	1,7	1,7
Golfe de Guinée	1,5	1,8	1,4	2,2	3,0	3,6

Source : CSAO/OCDE 2012 (d'après FAOSTAT)

Part des importations dans les disponibilités alimentaires (en %)

Pays	1961	1970	1980	1990	2000	2007
Bénin	3,5	4,9	8,6	21,2	11,4	39,6
Burkina Faso	4,1	6,4	11,2	7,8	13,7	10,1
Cap-Vert	43,8	69,0	134,2	103,9	104,7	123,3
Côte d'Ivoire	12,3	19,2	24,7	22,5	21,5	26,6
Gambie	17,8	24,0	61,9	63,5	97,0	133,7
Ghana	15,9	17,2	14,6	15,0	14,2	29,6
Guinée	5,8	7,3	16,2	22,2	21,4	27,9
Guinée-Bissau	7,2	23,7	20,1	25,1	38,2	34,4
Libéria	17,0	23,2	29,3	21,4	50,5	45,3
Mali	7,3	9,1	10,1	7,1	11,1	18,7
Mauritanie	30,6	36,1	60,6	53,9	75,2	79,2
Niger	1,5	3,0	8,2	10,1	15,3	13,1
Nigéria	2,6	3,9	24,9	4,8	12,3	15,1
Sénégal	36,3	51,2	45,6	51,2	48,9	73,5
Sierra Léone	12,1	23,5	21,1	23,2	23,6	19,1
Tchad	2,5	5,4	1,9	6,0	4,4	9,7
Togo	3,0	8,2	12,8	21,3	14,2	21,1
Afrique de l'Ouest	7,0	10,1	22,4	12,4	16,6	22,0
CEDEAO	6,9	10,0	22,5	12,0	16,2	21,7
CILSS	11,3	15,6	20,4	20,9	24,3	29,9
UEMOA	11,2	16,1	19,4	19,7	20,1	27,4
Pays enclavés	4,2	6,3	8,5	7,9	11,8	13,0
Côte Atlantique	19,9	28,8	34,1	37,3	43,1	53,7
Golfe de Guinée	4,9	7,2	23,0	8,7	13,4	19,0

Source : CSAO/OCDE 2012 (d'après FAOSTAT)

Taux de croissance annuel moyen de la production par tête (en %)

Country	1961–1970	1970–1980	1980–1990	1990–2000	2000–2007	1980–2007	1961–2007
Bénin	1,4	-1,4	0,7	3,4	-1,8	1,0	0,6
Burkina Faso	2,0	-1,2	1,7	-0,1	2,2	1,2	0,8
Cap-Vert	-11,9	10,8	0,2	0,4	-6,5	-1,5	-1,1
Côte d'Ivoire	3,1	1,1	-0,4	-1,1	-0,4	-0,7	0,5
Gambie	0,6	-10,0	0,7	2,4	-7,5	-0,8	-2,6
Ghana	0,3	-3,2	-0,3	6,0	0,2	2,1	0,6
Guinée	0,3	1,3	-0,3	1,1	3,0	1,1	1,0
Guinée-Bissau	-3,0	-0,7	1,3	1,4	1,3	1,3	0,0
Libéria	0,8	0,1	-1,6	-0,9	-0,3	-1,0	-0,4
Mali	-0,4	-1,3	3,0	-1,1	4,1	1,7	0,7
Mauritanie	-1,2	-4,9	0,1	1,8	-1,2	0,4	-1,1
Niger	-1,1	0,5	-2,4	-1,6	5,7	-0,1	-0,1
Nigéria	0,7	-4,2	4,6	2,0	2,0	3,0	0,9
Sénégal	-3,3	-4,0	0,4	-0,3	-8,6	-2,2	-2,8
Sierra Léone	1,7	-1,5	-1,3	-3,8	9,5	0,4	0,2
Tchad	-2,1	-2,5	-0,7	1,3	1,2	0,5	-0,7
Togo	0,4	-1,9	0,3	0,7	-0,4	0,3	-0,2
Afrique de l'Ouest	0,4	-2,8	2,5	1,5	1,4	1,8	0,5
CEDEAO	0,5	-2,8	2,5	1,5	1,4	1,9	0,6
CILSS	-0,9	-1,5	0,4	-0,1	1,5	0,5	-0,2
UEMOA	0,1	-0,7	0,4	-0,3	0,5	0,2	0,0
Pays enclavés	-0,3	-0,9	0,5	-0,5	3,5	0,9	0,2
Côte Atlantique	-1,1	-2,0	-0,1	0,2	-0,9	-0,2	-0,8
Golfe de Guinée	0,8	-3,3	3,3	2,0	1,4	2,3	0,8

Source : CSAO/OCDE 2012 (d'après FAOSTAT)



Extrait de :
Settlement, Market and Food Security

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264187443-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2013), « Annexes », dans *Settlement, Market and Food Security*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264187412-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.